**SEMINAIRE DES ATTACHES DE PRESSE DE LA SOCIETE CIVILE organisé par le CESE – Luxembourg, 26-27 novembre 2015**

***COMMUNIQUER SUR LA POLITIQUE EUROPEENNE DE DEVELOPPMENT***

**Discours de Monsieur le Ministre Romain Schneider**

**Monsieur le Secrétaire général,**

Mesdames,  
Messieurs,

C’est un honneur et un plaisir d’être ici parmi vous pour ce séminaire sur la communication sur la coopération au développement. Je tiens à féliciter le Conseil économique et social européen quant à l’organisation de cette conférence qui se tient à un moment crucial.

La diversité et le nombre de personnes ici présentes aujourd’hui témoigne de l’importance accordée à la communication sur le développement et de l’intérêt que vous portez tous à ce sujet.

Il faut situer ce séminaire dans le cadre actuel. 2015 est une année charnière en termes de coopération au développement. Les décisions prises au niveau international constituent un nouveau cadre pour notre travail quotidien, que ce soit sur notre manière de fonctionner avec les nouveaux objectifs de développement durable de réfléchir, de manière plus globale, plus universelle et plus cohérente, ou de communiquer. Cette Année européenne pour le développement dont le slogan est « notre monde, notre avenir, notre dignité » tombe à pic.

Compte tenu de la crise migratoire d'une part et d'autre part des évènements dramatiques qui se déroulent en France, en Belgique ou à Bamako il me semble plus que jamais indispensable de continuer à lutter d’une façon solidaire pour nos principes, valeurs et droits communs. La solidarité ainsi que la responsabilité envers ceux qui sont dans le besoin, en sont une partie intégrante. L’accès à l’eau potable, à la nourriture, à l’énergie ainsi qu’à l’éducation font partie des droits humains les plus élémentaires. La coopération au développement est là pour offrir des perspectives à ceux qui n’en ont pas. Si une seule personne a ces perspectives pour améliorer la vie de sa famille et la sienne, on aura déjà beaucoup atteint.

C’est notre devoir moral de prioriser la coopération dans les pays les plus défavorisés, comme c’est également dans notre intérêt. Aider à créer de la stabilité et de la prospérité à travers le monde est un investissement qui peut nous amener vers un meilleur vivre ensemble au niveau global.

Il est indispensable de transmettre ces messages au grand public et de répondre ainsi aux interrogations justifiées que les gens se posent sur les changements dans nos sociétés et sur cette nouvelle interdépendance internationale ou globalisation qui se ressent aujourd'hui plus fortement que par le passé. Les médias et réseaux sociaux créent ce nouveau cadre de communications qui fait que nous savons dans la minute ce qui se passe p.ex. à l'hôtel Radisson à Bamako. Mais cette apparente transparence n'est évidemment que partielle. La crise sécuritaire, sociale, économique et environnementale autour du lac Tchad est moins visible, mais pas pour autant moins grave. Il nous revient donc de communiquer pour ceux qui ne le peuvent pas et d'agir en leur faveur par l'assistance humanitaire et l'aide au développement.

Il y a une claire volonté politique de la part du gouvernement luxembourgeois de continuer dans le sens d’une politique de développement forte. Nous investissons depuis 2009, 1 % de notre Revenu national brut dans l’Aide publique au développement.

Les ONG luxembourgeoises mettent en œuvre environ 16 % de cette aide, à travers des projets de développement ou d'aide humanitaire. Ces mêmes ONG sont aussi des acteurs clés dans la mise en œuvre de notre programme d’éducation au développement et de sensibilisation qui vise les citoyens luxembourgeois. À côté de son propre programme de sensibilisation, le ministère cofinance ces projets et programmes de tailles diverses qui s’étendent des ateliers pour les enfants au plaidoyer plus politique. Nos messages sur le pourquoi et comment de nos actions passent aussi à travers ces importants canaux de communication. Vous en avez parlé hier après-midi dans différents panels avec d'éminents représentants de la société civile.

Malheureusement dans bien des Etats membres de l'Union européenne l’aide publique au développement tout comme sa communication, sont souvent les premières victimes des mesures d’économie. Je suis fier que le Luxembourg ait pu honorer ses engagements pour montrer aux gens pourquoi la coopération au développement reste essentielle, voire devient plus nécessaire que jamais, qu’elle obtient des résultats concrets, et qu’il est important de continuer à investir. Nous avons fait de cette Année européenne pour le développement une des priorités de notre Présidence du Conseil de l'Union europenen.

Avec la Haute Représentante Federica Mogherini, j'ai encouragé mes collègues ministres à aborder la coopération au développement lors de leurs réunions de Conseil, dans l’esprit de la cohérence des politiques pour le développement. Le ministère de la Culture, par exemple, a relevé ce défi et a organisé une conférence sur la culture et le développement. Des thèmes qui sont souvent trop peu évoqués ensemble. Dans les tâches qui me sont attribuées, j’ai également le portefeuille de ministre des Sports, et dans le cadre de l’Année européenne nous avons organisé un échange sportif avec des pongistes venant de nos pays partenaires. Nous avons aussi tenté de montrer les liens étroits entre énergie et développement, migration et développement et bien d'autres domaines.

L’une des conclusions que je peux tirer de l’Année européenne, c’est qu’avec des moyens limités, mais une volonté politique forte, et en créant des partenariats innovants nous pouvons aller très loin et atteindre de nouveaux publics. Nous avons par exemple organisé une conférence avec la Chambre de Commerce sur le rôle du secteur privé dans le développement. Une autre conférence sur l’audit et l’évaluation des projets de développement a été mise en œuvre par la Cour des comptes européenne. J'aimerais dans ce contexte souligner le partenariat exceptionnel qui nous lie notamment en matière de coopération au développement avec la Banque européenne d'investissement qui accueille aujourd'hui cette rencontre. La Banque et sa fondation ont initié ou participé à de nombreuses actions au cours de cette année 2015.

Nous avons voulu lors de cette Année européenne, et nous continuerons avec la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, convaincre le plus grand nombre de citoyens qu’ils peuvent jouer un rôle dans le développement mais que c’est également leur responsabilité.

Chacun de nous doit assumer la responsabilité envers « notre monde » commun , d’autant plus en ce qui concerne les questions climatiques, à la veille de la conférence COP21 à Paris. Nos actions doivent toutes se baser sur le principe de « dignité égale ». On n’est pas plus intelligent, parce qu’on est plus prospère. On peut apprendre beaucoup de nos partenaires, si l’on les écoute et observe vraiment. C’est pour cela que notre coopération agit toujours dans le cadre des stratégies de développement de nos pays partenaires et auxquelles nous nous alignons. Nous créons ainsi, avec nos partenaires, les conditions pour « notre futur » commun, qui, dans le slogan de l’année européenne fait bien sûr référence à la jeunesse, qui doit également s’engager en ce sens.

Je vous remercie pour votre attention.